

Chronologie de l'économie mondiale

2007

29 juin – Les chefs d'État du Mercosur, réunis en sommet en l'absence du président vénézuélien Hugo Chávez, expriment leur volonté d'enrayer les risques de « dissolution » de l'organisation régionale qui se manifestent notamment depuis l'adhésion controversée du Venezuela.

1^{er}-22 juin – Un accord est trouvé entre les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne sur les grandes lignes d'un traité institutionnel simplifié destiné à remplacer le traité constitutionnel rejeté par la France et les Pays-Bas en 2005.

6-8 juin – 33^e sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne).

1^{er} juin – Entrée en vigueur du règlement REACH (Registration, Evaluation and Autorisation of Chemicals) sur l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques dans l'Union européenne.

17 mai – Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale, accusé de népotisme est contraint de démissionner. Il est remplacé le 25 juin par Robert Zoellick.

15 mai – Le groupe Thomson-Reuters né du rachat du groupe d'information financière britannique Reuters par son concurrent canadien Thomson, devient le numéro un mondial (34 % du marché) devant l'américain Bloomberg.

4 mai – Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publie le troisième volume de son quatrième rapport, somme de six années d'expertise et de synthèse des travaux menés par les scientifiques du monde entier. Le premier volume (février) confirmait le rôle des émissions de gaz à effet de serre et la gravité des changements climatiques en cours. Le deuxième volume (avril) diagnostiquait les impacts et les possibilités d'adaptation. Le troisième juge qu'une action résolue contre le réchauffement aurait un coût relativement modéré mais que les vingt à trente prochaines années seront déterminantes.

30 avril – Accord « ciel ouvert » sur l'ouverture du trafic aérien entre l'Union européenne et les États-Unis.

17 avril – Le Conseil de sécurité de l'ONU tient, pour la première fois, à la demande de la Grande-Bretagne, une séance consacrée aux risques du changement climatique pour la sécurité collective.

17 avril – Au Venezuela se tient le 1^{er} sommet sud-américain de l'énergie, réunissant les présidents de dix pays de la région. Est abordé le projet de « gazoduc du Sud ».

11 avril – Aux États-Unis, la restructuration de Citigroup, première banque mondiale, prévoit la suppression de 17 000 emplois (environ 6 % de ses

effectifs) et la délocalisation de 9 500 postes.

9-10 avril – La quinzaine de pays membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) débattent à Doha (Qatar) du projet d'un cartel du gaz sur le modèle de l'Opep.

9 avril – Les États-Unis déposent deux plaintes contre la Chine devant l'OMC. La première porte sur la violation des droits de propriété intellectuelle. La deuxième concerne les obstacles posés par les autorités chinoises à la distribution de musiques, films et livres étrangers.

2 avril – Suite à diverses plaintes, dont celle de l'État du Massachusetts, un arrêt de la Cour suprême des États-Unis critique l'inaction de l'administration concernant les gaz à effet de serre.

1^{er} avril – Un accord de libre-échange entre la Corée du Sud et les États-Unis est signé. C'est le plus important accord commercial depuis la signature de l'Aléna en 1994.

25 mars – 50^e anniversaire du Traité de Rome.

21 mars – Aux États-Unis, la loi Sarbanes Oxley sur la comptabilité des entreprises (votée en 2002 après les faillites frauduleuses des années précédentes) est assouplie par la SEC (Securities and Exchange Commission). Les aménagements apportés tendent notamment à améliorer l'attractivité des marchés boursiers américains pour les sociétés étrangères.

8-9 mars – Le Conseil européen décide que, jusqu'à la conclusion

d'un accord mondial global pour l'après-2012, l'Union européenne prend, de manière indépendante, l'engagement ferme de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % d'ici 2020 par rapport à 1990.

8 mars – La BCE relève son taux directeur d'un quart de point à 3,75 %.

6 mars – Après plusieurs années de négociations, un accord de pêche entre l'Union européenne et le Maroc est conclu pour quatre ans.

5-15 mars – Lors de l'Assemblée populaire chinoise, le Premier ministre Wen Jiabao présente les axes d'une politique visant une croissance plus équilibrée sur le plan social et plus respectueuse de l'environnement. Une loi historique est adoptée, reconnaissant le droit à la propriété privée, sauf pour la terre qui reste domaine de l'État. Un autre texte prévoit d'unifier l'impôt sur les sociétés chinoises et étrangères.

2 mars – Création du Forum international des biocarburants. Il réunit les gouvernements du Brésil (à l'initiative du projet), des États-Unis (les deux pays contrôlent ensemble environ 70 % du marché mondial de l'éthanol), de l'Inde, de la Chine, de l'Afrique du Sud et la Commission européenne. Il vise à promouvoir le marché international des biocarburants durables.

28 février – Présentation du plan « Power 8 » destiné à restructurer l'avionneur européen Airbus. Louis Gallois, président d'Airbus et coprésident d'EADS (European Aeronautic Defence and Space Company), détaille les quelque 10 000 suppressions d'emplois,

dont 4 300 en France, et annonce la cession de quatre des seize sites européens.

21 février – La Banque du Japon relève le taux du marché monétaire de 0,25 à 0,50 % et le taux d'escompte de 0,4 à 0,75 %.

5 février – Le P-DG du groupe automobile Hyundai Motor est condamné à trois ans de prison ferme pour détournement de fonds et abus de confiance.

20 janvier – Les trois « banques politiques » chinoises dédiées au financement des projets publics de développement sont désormais autorisées à réaliser des opérations commerciales.

13-15 janvier – Au cours du 12^e sommet de l'ASEAN, les dix pays membres s'engagent à former dès 2015 la zone de libre-échange prévue initialement pour 2020. La signature d'un accord commercial ASEAN-Chine marque une étape importante vers ce qui pourrait constituer la plus grande zone de libre-échange du monde.

11 janvier – Le Vietnam devient le 150^e État membre de l'OMC.

8 janvier – Le président vénézuélien Hugo Chávez, réélu, entame son nouveau mandat. Il annonce la nationalisation de l'électricité, de la téléphonie et la fin de l'autonomie de la banque centrale.

1^{er} janvier – Le fret ferroviaire européen est totalement ouvert à la concurrence.

1^{er} janvier – Des dix pays entrés dans l'Union européenne en 2004, la Slovaquie est le premier à devenir membre de la zone euro.

1^{er} janvier – L'Union européenne s'élargit à la Bulgarie et à la Roumanie.

1^{er} janvier – L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour six mois et la présidence du G8 pour un an.

2006

31 décembre – Création en Chine d'une Banque postale, la China Postal Savings Bank (CPSB). Avec 1 516 milliards de yuans (130 milliards d'euros) de dépôts, soit près de 10 % de l'épargne nationale, elle devient la cinquième banque du pays, avec une forte implantation rurale.

29 décembre – AT&T rachète BellSouth, 3^e opérateur américain des télécommunications. AT&T, démantelé en sept sociétés en 1984, redevient la première entreprise de télécommunications aux États-Unis.

21 décembre – Le russe Gazprom prend le contrôle du projet gazier et pétrolier Sakhaline-2. Shell qui en détenait 55 % ainsi que les groupes japonais Mitsui (25 %) et Mitsubishi (20 %) voient leurs parts réduites de moitié.

19 décembre – La Bourse de Bangkok (Thaïlande) chute de près de 15 % après l'annonce d'une nouvelle réglementation destinée à contrôler les entrées de capitaux pour freiner la spéculation sur le baht.

19 décembre – Les actionnaires d'Euronext (Bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) acceptent la fusion avec le New York Stock Exchange.

14 décembre – L'Opep décide de programmer une nouvelle baisse de sa production de 500 000 barils par jour à partir de février 2007, qui s'ajoutera à celle de 1,2 million décidée fin octobre à Doha. Le 1^{er} janvier 2007, l'Angola, deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, devient le 12^e membre de l'Organisation.

12 décembre – La directive sur les services dans le marché intérieur est adoptée par le Parlement européen, au terme de deux années de vifs débats. Elle sera appliquée dans tous les États membres au plus tard début 2010.

11 décembre – La Chine ouvre son secteur bancaire afin de se mettre en conformité avec les engagements pris lors de son accession à l'OMC (décembre 2001). Jusque-là, les banques étrangères pouvaient obtenir des licences d'opérations en yuans pour traiter avec les entreprises, mais pas avec les particuliers.

1^{er} décembre – Alors que 4 000 des 5 400 emplois du site de Forest (Bruxelles) étaient menacés, le gouvernement belge et les dirigeants de Volkswagen s'entendent sur le maintien de 3 000 emplois à condition que les salariés travaillent 38 heures au lieu de 35, à salaire égal.

27 novembre – Pour éviter le dépôt de bilan de l'opérateur franco-britannique Eurotunnel asphyxié par une dette de 9,16 milliards d'euros, 28 créanciers sur 53 (72 % de la dette) acceptent

un plan de restructuration qui la réduit de plus de moitié.

22-23 novembre – Première conférence euro-africaine sur la migration et le développement à Tripoli (Libye).

21 novembre – Les États-Unis, le Japon, l'Union européenne, la Russie, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde signent le traité ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), projet de réacteur expérimental de fusion thermonucléaire qui vise à fournir dans plusieurs décennies une énergie propre et illimitée. La construction à Cadarache (France) du réacteur ITER devrait commencer en 2008.

21 novembre – Publication du rapport d'Onusida. Le nombre de personnes vivant avec le virus du sida s'élève à 39,5 millions, dont 63 % en Afrique subsaharienne.

15 novembre – Un accord stratégique est signé entre les groupes pétroliers italien ENI et russe Gazprom. L'accord va permettre au géant gazier russe de vendre directement son gaz en Italie à partir de 2007. En contrepartie, ENI (premier client du groupe russe) voit son contrat de fourniture de gaz prolongé jusqu'en 2035.

6-17 novembre – Lors de la 12^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tient à Nairobi (Kenya), les représentants des 168 États parties au traité décident que la révision du protocole de Kyoto devra commencer en 2008. Cette révision sera fondée notamment sur le 4^e rapport du GIEC.

4-5 novembre – Le président Hu Jintao réunit à Pékin les repré-

sentants de 48 pays africains pour le 3e Forum de coopération Chine-Afrique créé en 2000. Il s'engage à doubler l'aide financière à l'Afrique, à annuler la dette des pays les plus pauvres et à accorder des prêts à taux préférentiels pour un montant de 3 milliards de dollars.

3-5 novembre – À Montevideo (Uruguay), 22 chefs d'État ou de gouvernement d'Amérique latine, d'Espagne et du Portugal participent au 16e sommet ibéro-américain axé sur le thème « Migrations et développement ». Une motion est adoptée contre le mur que les États-Unis érigent à leur frontière avec le Mexique.

29 octobre – Au 2^e tour de l'élection présidentielle, le président brésilien Lula da Silva est largement réélu. Il dispose du soutien de la majorité des gouverneurs des 27 États fédérés. Il annonce la rénovation de son parti, le Parti des travailleurs, entaché par des scandales de corruption lors de son premier mandat.

28 octobre – Une vingtaine de compagnies étrangères présentes en Bolivie signent une série d'accords avec le gouvernement d'Evo Morales, dans le cadre du processus de nationalisation des hydrocarbures décrété le 1^{er} mai 2006.

27 octobre – La banque publique chinoise Industrial and Commercial Bank of China est introduite en Bourse à Hong Kong et Shanghai. C'est le placement d'actions le plus important jamais effectué dans le monde (21,9 milliards de dollars).

26 octobre – Aux États-Unis, la loi autorisant la construction d'un

mur à la frontière du Mexique « *The Secure Fence Act of 2006* » est adoptée. Elle prévoit une barrière renforçant le dispositif existant et pouvant atteindre 1 120 km, soit environ un tiers de la frontière.

22 octobre – Les Panaméens se prononcent par référendum en faveur du projet d'agrandissement du canal. Une troisième voie permettra aux plus grands cargos et pétroliers de relier les océans Atlantique et Pacifique. Le chantier pourrait créer 40 000 emplois au Panama, où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

20 octobre – Pour enrayer la baisse des cours, l'Opep annonce qu'elle réduira de 1,2 million de barils par jour sa production de pétrole pour la porter à 26,3 millions au 1er novembre.

14 octobre – La fusion des banques italiennes Banca Intesa et Sampaolo IMI donne naissance à la troisième banque de la zone euro avec une capitalisation boursière estimée à 72 milliards d'euros.

13 octobre – Le prix Nobel de la paix 2006 est décerné au Bangladeshi Muhammad Yunus et à sa banque spécialisée dans le micro crédit, la Grameen Bank.

10 octobre – Le russe Gazprom met fin à deux ans de négociations avec des compagnies américaines et européennes et décide d'exploiter seul le gisement de Chtokman dans la mer de Barents.

9 octobre – Google, premier moteur de recherche sur Internet, acquiert pour 1,65 milliard de dollars YouTube, start-up créée en février 2005 et devenue le premier

site mondial d'échanges en ligne de clips vidéo.

9 octobre – Le nouveau groupe, United Company Rusal, né de la fusion des deux principaux producteurs russes d'aluminium, Rusal et Sual, devient le numéro un mondial de l'aluminium.

5 octobre – La Banque centrale européenne relève d'un quart de point (à 3,25 %) son principal taux directeur.

4 octobre – Échec du projet d'alliance entre la firme américaine General Motors et le groupe Renault-Nissan.

Octobre – Les attaques armées contre des installations pétrolières au Nigeria font plus d'une dizaine de morts parmi les soldats. Plusieurs dizaines d'employés sont enlevés. Le Nigeria (6^e producteur mondial) perd un quart de sa production quotidienne.

26 septembre – PSA Peugeot Citroën annonce un plan de restructuration. 10 000 emplois seront supprimés en Europe, par non-renouvellement des contrats temporaires et non remplacement des départs en retraite.

24 septembre – Les Suisses approuvent par référendum les mesures imposant de nouvelles restrictions aux demandeurs d'asile et limitant l'immigration de travailleurs non européens.

19-20 septembre – Lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, la première partie de la réforme du FMI est mise en œuvre avec le relèvement des quotes parts (droits de vote) de la Chine, de la Corée du Sud, du Mexique et de la Turquie. La redéfinition des critères retenus

pour établir les quotes parts des 184 États membres interviendra dans un deuxième temps. Par ailleurs, une procédure de « consultations multilatérales » est créée afin de renforcer la surveillance du FMI sur les questions de change. Le programme anti-corruption de la Banque mondiale, mis en place par son président Paul Wolfowitz, est critiqué.

14 septembre – Aux États-Unis, un accord est trouvé entre Ford et le syndicat de l'automobile United Auto Workers. Ford propose à ses salariés un plan social comportant notamment la possibilité d'une formation et une prime de départ, contre une renonciation à la retraite et à l'assurance-maladie de l'employeur. Ce plan devrait permettre à Ford de réduire son effectif de 30 000 salariés.

7 septembre – La fusion des équipementiers en communication Alcatel (France) et Lucent (États-Unis) est approuvée par leurs actionnaires.

31 août – Le parlement californien, à majorité démocrate, vote une loi contre les gaz à effet de serre « *Global Warming Solutions Act* », souhaitée par le gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger. Cette loi prévoit de ramener, avant 2020, les gaz à effet de serre au niveau de 1990, faisant de la Californie le premier État américain à respecter le protocole de Kyoto refusé par le président Bush.

20 août – Des centaines de tonnes de déchets toxiques provenant d'un navire grec, sont déchargées par une compagnie ivoirienne dans des décharges publiques d'Abidjan, provoquant la

mort de dix personnes et 69 hospitalisations.

4 août – Le gouvernement italien adopte un projet de loi permettant de réduire de dix à cinq ans le délai de résidence nécessaire pour acquérir la nationalité italienne. Cette réforme ouvrira la voie à la régularisation de centaines de milliers d'étrangers.

1^{er} août – Le groupe pétrolier russe, *loukos*, est mis en liquidation par le tribunal d'arbitrage de Moscou. Après la condamnation en 2005 à huit ans de prison de son président, Mikhaïl Khodorkovski, c'est le point final de l'offensive menée depuis juillet 2003 par les autorités contre l'ancien premier groupe pétrolier russe.

26 juillet – Aux États-Unis, un projet de loi visant à renforcer le contrôle des acquisitions d'entreprises américaines par des capitaux étrangers est adopté à l'unanimité par la Chambre des représentants. Il fait suite à la polémique de février 2006, à l'issue de laquelle la société émiratie *Dubaï Ports World* a renoncé à l'acquisition de plusieurs terminaux portuaires américains.

24 juillet – L'OMC suspend le cycle de négociations commerciales multilatérales. Cinq ans après leur lancement à Doha, les négociations échouent faute d'accord sur la baisse des droits de douane et des subventions agricoles.

22 juillet – L'Italie lève les restrictions à l'entrée sur son marché du travail des ressortissants des pays de l'Est membres de l'Union européenne depuis 2004.

22 juillet – L'Union européenne et la Mauritanie signent pour six ans le plus important accord jamais contracté entre l'Union européenne et un pays tiers dans le domaine de la pêche.

14 juillet – La Banque du Japon met un terme à sa politique de taux zéro, en vigueur depuis 2001. Le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est relevé d'un quart de point à 0,25 %.

5-13 juillet – Après cinq mois de bataille boursière, le numéro un mondial de l'acier *Mittal Steel* – société de droit néerlandais détenue par l'Indien *Lakshmi Mittal* – réalise son OPA sur l'entreprise sidérurgique européenne *Arcelor*. Le *leader* mondial de l'acier va désormais porter le nom de *Mittal-Arcelor*.

12 juillet – La Commission européenne condamne *Microsoft* à payer une amende de 280,5 millions d'euros. Le *leader* mondial des logiciels n'a pas respecté les obligations résultant de sa condamnation en 2004 pour abus de position dominante. En cas de manquement persistant, le montant de l'astreinte pourrait être porté à 3 millions d'euros par jour.

10-11 juillet – La première conférence euro-africaine sur l'immigration clandestine se tient à Rabat (Maroc). Les ministres de 57 pays adoptent un Plan d'action qui prévoit la mise en place de systèmes de réadmission des émigrants entrés illégalement en Europe, le renforcement de la coopération judiciaire et policière ainsi que des soutiens financiers aux diasporas africaines participant au codéveloppement de leur pays d'origine.

5 juillet – Pour sauvegarder 1 300 emplois, les représentants du personnel de Thyssen Krupp Steel, premier producteur d'acier allemand, acceptent une réduction du temps de travail de 35 à 34 heures hebdomadaires, avec baisse équivalente de salaire.

4 juillet – Le Venezuela, huitième producteur et cinquième exportateur mondial de pétrole, adhère au Mercosur.

1^{er} juillet – La Finlande prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

1^{er} juillet – Entrée en vigueur au Danemark d'une décision gouvernementale sur l'immigration qui prévoit que les immigrés et réfugiés doivent passer un « examen d'intégration » et travailler au moins deux ans et demi avant de pouvoir bénéficier d'un permis de séjour permanent.

30 juin – En France, le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration déposé par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy est adopté par le Parlement. Il se présente comme l'outil de mise en œuvre d'une « immigration choisie au lieu d'une immigration subie ».

29 juin – La Fed procède au 17^e relèvement successif d'1/4 de point du taux des fonds fédéraux, porté à 5,25 %.

25 juin – La création du groupe Arcelor-Mittal est annoncée. Après plusieurs tentatives d'OPA de Mittal Steel Compagny sur l'aciériste européen Arcelor à partir du 27 janvier 2006, le conseil d'administration d'Arcelor accepte l'offre de Mittal de 26,9 milliards d'euros.

16 juin – Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE acceptent l'entrée de la Slovaquie dans la zone euro. Ils refusent celle de la Lituanie jugeant son inflation (2,8 % en 2006) trop élevée.

8 juin – La BCE augmente son principal taux directeur d'1/4 de point à 2,75 %. C'est la troisième hausse depuis le mois de décembre 2005.

2 juin – Le New York Stock Exchange rachète, pour 10 milliards de dollars, la Bourse paneuropéenne Euronext, née en 2000, qui regroupe les places de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. La nouvelle entité s'appellera Nyse Euronext.

30 mai – Le fondateur du groupe coréen Daewoo est condamné à dix ans de prison et au remboursement de 22,5 milliards de dollars pour sa responsabilité dans la faillite de son groupe en 1999.

25 mai – Kenneth Lay et Jeffrey Skilling, ex-dirigeants d'Enron, sont reconnus coupables d'entente illicite, fraude et malversations par un tribunal de Houston (Texas). En décembre 2001, la faillite frauduleuse de la société de courtage en énergie, septième société américaine, a constitué un énorme scandale financier. Elle a entraîné la perte de 5 600 emplois et de quelque deux milliards de dollars de capital-retraite. La perte de capitalisation boursière a été chiffrée à 60 milliards de dollars.

16 mai – La Commission européenne décide de reporter à octobre 2006 sa décision au sujet de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie. Elle souligne la persistance de la corruption et de la criminalité organisée en

Bulgarie. La candidature roumaine pâtit de l'absence d'un système intégré de gestion des fonds structurels pour l'agriculture et d'organismes payeurs accrédités.

9 mai – Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols signent un accord pour favoriser l'embauche en CDI et réduire l'enchaînement des contrats temporaires.

1^{er} mai – Le président Evo Morales annonce la nationalisation des hydrocarbures boliviens. Le 4 mai, un sommet de crise sur la sécurité énergétique réunit à Puerto Iguazu en Argentine, les présidents du Brésil, d'Argentine, de Bolivie et du Venezuela. À l'issue du sommet, la Bolivie s'engage à assurer les livraisons de gaz aux compagnies pétrolières étrangères et à renégocier les contrats de manière bilatérale.

28 avril – Le PDG du constructeur automobile coréen Hyundai Motor est arrêté, accusé de détournement de fonds et d'abus de confiance.

26-27 avril – Les questions énergétiques dominent le 8^e sommet russo-allemand, en raison des menaces de Moscou de « réorienter » ses exportations de gaz vers l'Amérique du Nord ou l'Asie si l'Europe contrariait ses projets commerciaux en Europe. Vladimir Poutine assure à l'Allemagne que la Russie respectera ses engagements en matière de livraisons de gaz à l'Europe.

22-28 avril – Le président chinois Hu Jintao se rend en Arabie Saoudite, au Nigeria et au Kenya pour signer des accords pétroliers. Il se rend aussi au Maroc, considéré par la Chine comme une

plate-forme commerciale vers l'Europe et l'Afrique.

19 avril – Le Venezuela annonce son retrait de la Communauté andine (CAN). Le président Hugo Chavez estime que les traités bilatéraux de libre-échange signés avec les États-Unis par le Pérou et la Colombie sont incompatibles avec l'organisation régionale. Le 29 avril, le président Chavez et le président bolivien Evo Morales, signent avec le dirigeant cubain Fidel Castro un Traité commercial des peuples, pensé comme une alternative au libre-échange promu par les États-Unis.

10 avril – En France, après plus d'un mois de manifestations, le gouvernement retire l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances instaurant le contrat première embauche (CPE), contrat de travail destiné aux moins de 26 ans.

4 avril – Les gouverneurs des banques centrales du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) décident la mise en place d'un conseil monétaire, première étape vers la création d'une banque centrale commune, en vue du lancement d'une monnaie unique en 2010.

3 avril – Après le rachat de l'américain Lucent, Alcatel devient le premier groupe mondial d'équipements de télécommunications.

28 mars – Le parlement britannique adopte une nouvelle loi sur l'immigration basée sur un système à points visant une sélection sur la base des qualifications.

28 mars – 1,5 million de fonctionnaires des administrations locales britanniques fait grève contre la réforme des retraites.

5-14 mars – Le Parlement chinois approuve le rapport d'activité du gouvernement présenté par le Premier ministre Wen Jiabao et le 11^e plan quinquennal (2006-2010) du pays, dans lesquels sont inscrits les objectifs de réduction des inégalités et de développement rural.

5 mars – AT&T rachète BellSouth, 3^e opérateur américain des télécommunications. AT&T qui avait fusionné avec SBC en janvier 2005 redevient, grâce à cette fusion et aux regroupements d'activités entrepris en 2004 et 2005, la première entreprise de télécommunications aux États-Unis devant Verizon.

28 février-1^{er} mars – Une douzaine de pays, dont la France et le Royaume-Uni, décident de créer une contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} juillet 2006. Une partie des recettes alimentera la Facilité internationale d'achat de médicaments. De nombreux pays européens, ainsi que les États-Unis et le Canada, refusent d'adhérer au projet.

13 février – Les États-Unis sont de nouveau condamnés par l'OMC pour leurs subventions aux exportations. Ils devront supprimer le dispositif des *foreign sales corporations* qui permet de larges exonérations fiscales sur les recettes d'exportations.

13 février – Inculpations dans le scandale financier touchant le groupe japonais Livedoor de

services de communication et d'Internet.

10-11 février – La sécurité énergétique est le thème principal de la réunion des ministres des Finances du G8 présidée par Moscou. La Russie ne prend aucun engagement concret sur la refonte de son marché du gaz, dominé par Gazprom. Par ailleurs, elle annonce vouloir rembourser de manière anticipée sa dette auprès des créanciers du Club de Paris.

8 février – Le Parlement européen trouve un accord de principe sur la directive services, dite Bolkestein. Le très débattu « principe du pays d'origine » est supprimé.

6 février – En Allemagne, pour la première fois depuis quatorze ans, les salariés de la fonction publique font grève. Ils s'opposent à l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail.

6 février – George W. Bush présente son projet de budget fédéral 2006, dont le montant s'élève à 2 770 milliards de dollars. Le déficit prévu atteint 423 milliards. Les crédits militaires (439 milliards) sont en hausse de 6,9 %. Les réductions d'impôts instaurées depuis 2001 deviennent permanentes. L'agriculture, les transports, l'environnement et l'éducation subissent les coupes les plus fortes.

1^{er} février – Après une semaine de négociations, la Pologne et les vingt-quatre autres pays membres de l'UE s'accordent pour prolonger jusqu'en 2010 le régime spécial de TVA, permettant à neuf pays de l'UE d'appliquer des taux réduits de TVA à un ensemble de services

« à forte densité de main-d'œuvre ».

1^{er} janvier – L'Autriche prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.